



POUR LES ÉLÈVES, PEUT-ON SE BRANCHER ?

Les directions d'établissements scolaires ne parviennent plus à colmater les brèches causées par les moyens de pression des personnels syndiqués dans les écoles et centres d'éducation des adultes et de formation professionnelle.

D'une journée à l'autre, la situation se dégrade et entre autres, le climat entre les enseignants.

Dans plusieurs établissements scolaires, les groupes d'enseignants sont divisés sur l'application de moyens de pression, ce qui provoque un effet très insidieux sur le climat de travail. Les directions d'établissement ne peuvent arbitrer de telles situations sans être accusées d'ingérence ou de partialité.

En exemple, dans plusieurs écoles, nous avons vu une délégation syndicale débarquer pour mettre au pas les enseignants hésitant à appliquer les consignes syndicales.

Bref, les « bras » sont entrés dans l'école, jouent aux matamores et tentent d'intimider. Où est la logique syndicale de la liberté professionnelle ?

Quant au gouvernement qui n'en finit plus d'étirer les négociations en répétant qu'il n'a rien de plus à offrir, que cherche-t-il à gagner sinon que d'être qualifié de complice avec les syndicats, du peu de considération pour nos jeunes dans les écoles.

La situation actuelle ne peut continuer :

soit les syndiqués optent pour la grève générale parce qu'ils ont le courage de leurs convictions;

soit les commissions scolaires décrètent un lock-out;

soit le gouvernement décrète, par une loi spéciale, les conditions d'emploi.

Serge Morin
Président FQDE

Fédération québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement
100-7855, Boulevard L.-H.-Lafontaine
Montréal (Québec) H1K 4E4 Téléphone : (514) 353-7511